



Société d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes

840, rue Pasteur - B.P. 33
38670 Chasse-sur-Rhône
Tél. : 04 72 49 23 30
Fax : 04 72 49 23 39
chasse@aliantis.net

Association CALYDIAL
51, rue d'Yvours

69540 IRIGNY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024

Commissariat Finances Révisions



Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CALYDIAL relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association CALYDIAL à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos travaux d'audit nous nous sommes assurés de la réalité et de la correcte comptabilisation dans le compte de résultat au 31 Décembre 2024 des éléments enregistrés dans les rubriques « produits de tiers financeurs ».

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Chasse sur Rhône, le 20 Mai 2025



Le Commissaire aux comptes
COMMISSAIRIAT FINANCES REVISIONS
Représenté par
Pierre-Philippe DEBARD

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	70 375	8 687	61 687	3 090
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL		70 375	8 687	61 687	3 090
	Immobilisations corporelles	Terrains	446 987	29 337	417 650	417 650
		Constructions	13 040 490	7 731 052	5 309 437	5 958 060
		Inst.techniques, mat.out.industriels	4 265 577	3 000 097	1 265 480	1 089 904
Immobilisations corporelles en cours		6 000		6 000		
Avances et acomptes		145 866		145 866	21 363	
TOTAL		17 904 922	10 760 487	7 144 434	7 486 978	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	3 550		3 550	3 550	
	Autres titres immobilisés	1 684 298		1 684 298	1 647 748	
	Prêts	275 847		275 847	251 254	
	Autres	517 934		517 934	512 167	
	TOTAL		2 481 630		2 481 630	2 414 720
Total I		20 456 928	10 769 175	9 687 752	9 904 789	
Actif circulant	Stocks et en cours		297 611		297 611	346 221
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 260 954	54 726	1 206 227	1 187 459
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	221 304		221 304	186 256
		TOTAL		1 482 258	54 726	1 427 532
	Divers	Valeurs mobilières de placement	1 049 290		1 049 290	1 049 290
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	7 707 004		7 707 004	7 746 083
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		272 753		272 753	240 471	
Total II		10 808 917	54 726	10 754 191	10 755 782	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		31 265 845	10 823 901	20 441 944	20 660 571	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				8 958	25 171

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	300 000	300 000
	Fonds propres complémentaires	12 577 270	12 265 180
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	2 985 827	2 985 827
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Report à nouveau		
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-65 214	312 090
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Situation nette (sous-total)	15 797 883	15 863 098
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	45 567	52 744
	Provisions réglementées		
Total I		15 843 451	15 915 842
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	75 000	75 000
	Provisions pour charges	557 000	550 000
	Total III	632 000	625 000
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	840 622	1 047 479
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	803 480	698 012
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 960 873	2 136 102
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	99 888	5 550
	Autres dettes	146 628	173 083
	Instrument de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	114 999	59 501
Total IV		3 966 493	4 119 729
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		20 441 944	20 660 571
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	7 328	7 163
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	371 671	281 349
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	13 951 694	14 143 414
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
Charges d'exploitation	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	25 780	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	195 230	271 879
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	7 229	19 881
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	14 551 606	14 716 524
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	4 729 450	4 235 181
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	867 843	831 667
	Salaires et traitements	5 698 505	5 713 749
	Charges sociales	2 632 193	2 575 298
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	929 324	923 281
	Dotations aux provisions	7 000	129 726
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	2 852	200 431
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	14 867 168	14 609 335
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-315 562	107 189

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	242 289	147 270
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	242 289	147 270
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilés Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	22 367	17 620
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	22 367	17 620
2. Résultat financier (III-IV)		219 921	129 649
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-95 640	236 838
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	30 000 9 176	30 300 482 176
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	39 176	512 476
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	888	431 391
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	888	431 391
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		38 288	81 084
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		7 863	5 833
Total des produits (I + III + V)		14 833 072	15 376 272
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		14 898 286	15 064 181
EXCÉDENT OU DÉFICIT <i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		-65 214	312 090
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024

**ASSOCIATION
CALYDIAL**

Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Description des moyens mis en œuvre	5
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice	
	et postérieurs à la clôture	5
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
5	Principes et méthodes comptables	6
5.1	Principes généraux	6
5.1.1	Changements de méthode comptable	6
5.1.2	Changements d'estimation	6
5.1.3	Corrections d'erreurs	6
5.2	Dérogations	6
5.3	Principales méthodes comptables	6
6	Informations relatives aux postes du bilan	7
6.1	Actif immobilisé	8
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	11
6.1.3	Coût d'emprunt	12
6.2	Actif circulant	13
6.2.1	Stocks et en cours	13
6.2.2	Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché	13
6.3	Fonds propres	14
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	14
6.4	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	17
6.4.1	Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)	18
6.5	Provision pour risques et charges	18
6.5.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	18
6.6	Dettes	20
6.6.1	Emprunts et autres dettes assimilés	20
6.7	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	21
7	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	22
7.1	Produits à recevoir :	22
7.2	Charges à payer :	22
7.3	Honoraires des commissaires aux comptes	23
8	Informations relatives à la fiscalité	23

8.1	Impôt sur les bénéfices	23
9	Autres informations et engagements dont opérations et engagements	
	envers les dirigeants	23
9.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	23
10	Informations relatives à l'effectif	24
11	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	24
11.1	Engagements financiers donnés et reçus	24

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour but :

1. De rendre possible toutes les formes de traitement de suppléance chez des patients insuffisants rénaux chroniques.
2. De fournir aux patients les moyens de traitement le plus autonome, adapté à leur état.
3. D'initier ou de participer à toutes actions de recherche, de prévention ou de formation sur le sujet de l'insuffisance rénale.
4. De rassembler les personnes intéressées et concernées par l'ensemble des problèmes posés par ce type de traitement.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Activité de dialyse en centre et à domicile.
- Activité parcours maladie rénale chronique.
- Activité ETP.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Ces activités se sont exercées sur les sites d'Irigny, Pierre Bénite, Vénissieux, Vienne et à domicile.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements :

Les investissements de l'exercice se sont élevés à 667.6 K€

— Autres moyens/dépenses engagées

Formation : nos dépenses de formation, en plus de notre obligation légale, en lien avec les activités de l'entité se sont élevées à 102.5 K€ par rapport à 87.7 K€ pour l'exercice précédent.

— Communication :

Diverses communications réalisées au cours de l'exercice

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'inventaire des investissements a été mis à jour. La valeur brute des immobilisations sorties est de 5 145.8 K€.

Ces immobilisations étaient totalement amorties.

Par conséquent, l'impact sur le résultat est nul.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement conformément à l'article 212-3

- La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;

- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien

faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	130 157	63 176	122 957	70 376
Immobilisations corporelles	22 346 004	604 453	5 045 535	17 904 922
Immobilisations financières	2 414 721	66 909	0	2 481 630
Total	24 890 882	734 538	5 168 492	20 456 928

6.1.1.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			63 176		
Immobilisations corporelles	21 363		583 090		
Immobilisations financières			66 909		
Total	21 363		713 175		

6.1.1.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					122 957
Immobilisations corporelles	21 363		1 355		5 022 817
Immobilisations financières					
Total	21 363		1 355		5 145 774

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	127 067	4 578	122 957	8 688
Immobilisations corporelles	14 859 025	924 747	5 023 284	10 760 488
Immobilisations financières	0			0
Total	14 986 092	929 325	5 146 241	10 769 176

6.1.2.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		4 578		
Immobilisations corporelles		924 747		
Immobilisations financières				
Total		929 325		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	4 578		
Immobilisations corporelles	924 747		
Immobilisations financières	0		
Total	929 325		

6.1.2.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			122 957
Immobilisations corporelles		467	5 022 817
Immobilisations financières			
Total		467	5 145 774

6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	60% à 100%
Immobilisations corporelles	Linéaire	4% à 33.33%
Immobilisations financières		

6.1.3 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :

- Matières premières et approvisionnements : selon la méthode FIFO

6.2.2 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché

Pour chaque poste du bilan concernant les éléments fongibles de l'actif circulant, ci-dessous l'indication de la différence entre l'évaluation figurant au bilan et celle qui résulterait des derniers prix du marché connus à la clôture des comptes.

Les plus-values latentes sur les comptes de placement s'élèvent au 31 décembre 2024 à 69 517 euros et les moins-values latentes à 2 026 euros.

Elles sont détaillées dans le tableau suivant :

Désignation des titres d'OPCVM	A la clôture de l'exercice			Evaluation à la clôture de l'exercice			Plus value latente	Moins value latente
	Nombre de titres	VU au 31/12/24	Total	Nombre de titres	VU au 31/12/24	Total		
CONTRAT EYDEN CAPI A8A000007			249 500			270 893	21 393	
CONTRAT EYDEN CAPI A8A000008			249 500			272 275	22 775	
CERA - TRESO CLIMA	100	1 000	100 000	100	1 040	104 000	4 000	
CERA - NATIXIS	3	100 000	300 000	3	99 325	297 974		2 026
ECOFI ANNUEL CREDIT COOPERATIF	780	193	150 290	780	220	171 639	21 349	
TOTAL			1 049 290			1 116 782	69 517	2 026

6.2.2.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Détail des charges constatées d'avance	Montant		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Frais généraux	88 407		
Stock	111 473		
Assurance	63 288		
Personnel	9 585		
TOTAL	272 753		

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	12 565 180	312 091			12 877 271
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 985 827				2 985 827
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Report à nouveau					
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Excédent ou déficit de l'exercice	312 091	-312 091		65 214	-65 214
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Situation nette (sous-total)	15 863 098	0		65 214	15 797 884
Fonds propres (Dotations) consommables					
Subventions d'investissement	52 744			7 177	45 567
Provisions réglementées					
Total	15 915 842	0		72 391	15 843 451

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
— Fonds propres sans droit de reprise	300 000			300 000
Fonds propres complémentaires	12 265 180	312 091		12 577 271
— Première situation nette établie				
— Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
— Dotations non consommables				
— Autres apports sans droit de reprise		312 091		312 091

6.3.1.2 Réserves pour projet de l'entité

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

Intitulé des projets	Montant début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Diminution de l'exercice (consommation par investissement)	Montant fin exercice
Réserve de solidarité	35 000				35 000
Réserve pour investissements	2 550 827				2 550 827
Réserve projets associatifs	400 000				400 000

6.4 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	75 000			75 000
Provisions pour charges	550 000	7 000		557 000
Total	625 000	7 000	0	632 000

	Montant au début de l'exercice	Constituti on par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	75 000						75 000
Provisions pour charges	550 000		7 000				557 000
Total	625 000		7 000				632 000

6.4.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		7 000	
Total		7 000	

6.5 Provision pour risques et charges

6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	557 000		557 000

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

- Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :
 - / La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé 64 ans,
- Taux d'actualisation : 3.42%,
- Taux d'augmentation moyen annuel des salaires : 1%.,

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission), un taux de 2%

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le taux retenu de cotisations à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de **57% pour les non-cadres et de 63% pour les cadres**

6.6 Dettes

6.6.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Rubriques	Total	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des étbs de crédit	831 925	208 229	252 142	371 554
Intérêts courus sur emprunts	1 369	1 369		
Intérêts bancaires	7 328	7 328		
Total	840 622	216 926	252 142	371 554

Dettes garanties par des sûretés réelles données :

Type	Bien donnée en garantie	Montant de la dette
Emprunt Crédit Coopératif Bât D	Caution de la CEGC (à hauteur de 30%)	138 461
Emprunt Crédit Coopératif PDS	Néant, souscription au capital du Crédit Coopératif à hauteur de 100 009.50 euros (soit 6558 parts)	144 146

6.6.1.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice la variation du poste par rapport à l'exercice précédent s'explique ainsi :

— Produits d'exploitation 115 K€/ 60 K€ l'exercice précédent

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

6.7 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Liquidité à l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif			
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéances à plus 5 ans	
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (2) (3)					
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (2) (3)					
Prêts (1)	275 847		275 847	Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit dont :					
Autres	517 935	517 935		- à 1 an maximum à l'origine	8 698	8 698			
Créances de l'actif circulant :				- à plus de 1 an à l'origine	831 925	208 229	252 142	371 554	
Créances clients et comptes rattachés	1 206 228	1 206 228		Emprunts et dettes financières divers (2) (3)					
Créances reçues par legs ou donations				Dettes fournisseurs et comptes rattachés	803 481	803 481			
Autres	221 304	221 304		Dettes des legs et donations					
Charges constatées d'avance	272 753	263 795	8 958	Dettes fiscales et sociales	1 960 874	1 960 874			
				Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	99 888	99 888			
				Autres dettes	146 629	146 629			
				Produits constatés d'avance	115 000	115 000			
TOTAL	2 494 067	2 209 262	284 805	TOTAL	3 966 493	3 342 797	252 142	371 554	
(1) prêt accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	206 748				
				(3) garanties par des suretés réelles	282 607				

7 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.1 Produits à recevoir :

	Montant
Créances clients, usagers et comptes rattachés	50 302
Autres créances	201 463
Disponibilités	191 043
Total	442 808

7.2 Charges à payer :

	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 698
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	107 328
Dettes fiscales et sociales	1 275 837
Autres dettes	2 215
Total	1 394 078

7.3 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	9 240
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	9 240

8 Informations relatives à la fiscalité

8.1 Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés s'élève à 7 863 euros et correspond à la déclaration n°2070 sur l'impôt sur les produits financiers.

9 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

9.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Rémunérations allouées aux membres :

- Des organes d'administration : les personnes, membres du bureau du Conseil d'Administration, ne sont pas rémunérées, en raison de leur fonction, par l'association
- Des organes de direction : cette information n'est pas communiquée puisqu'elle revient à donner une rémunération individuelle.
- Les rémunérations des dirigeants sont conformes à l'application des grilles salariales de la Convention Nationale applicable dans l'association.

10 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	29
Non cadres	100
Total	129

11 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

11.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Cautionnement	Caution de la CGEC à hauteur de 30% pour l'emprunt de 400 000 euros auprès du Crédit Coopératif	
Garanties		
- nantissement Valeurs Mobilières de Placement	100 000 euros	